

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

4e circonscription d'Ille-et-Vilaine

Marcel DUBOIS

Candidat du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 mars, en élisant votre député à l'Assemblée Nationale, l'occasion vous est donnée d'agir en faveur d'un changement complet de politique conformément à vos espérances et à vos actions.

Le pouvoir gaulliste et son représentant dans la circonscription **Isidore RENOUARD**, vous ont abreuvé de promesses.

En 1962, ce dernier n'écrivait-il pas, dans sa circulaire électorale : « J'ai bon espoir que, dans quelques années, l'économie de notre région sera en nette expansion et que ses habitants y vivront plus nombreux et plus heureux de Redon à Plélan et du Sel à Maure-de-Bretagne ».

LA REALITE.

Le pouvoir d'achat est resté au niveau de 1957, aggravant le sort des vieux travailleurs. La vie des agriculteurs est devenue difficile au point que les jeunes quittent la terre en grand nombre.

Cet exode rural et l'augmentation des impôts menacent de ruine les commerçants et artisans de nos bourgs.

Le chômage menace dans le bâtiment, des petites entreprises ferment leurs portes, d'autres travaillent au ralenti.

Les jeunes et les femmes ont de plus en plus de mal à trouver du travail.

La crise du logement est plus grave que jamais. Les augmentations de loyers deviennent intolérables pour les budgets ouvriers.

Quand à l'habitat rural et les adductions, le manque de crédits retarde leur amélioration et leur réalisation.

Ce manque de crédits dans les opérations de remembrement retombe sur le dos des agriculteurs en leur créant une charge supplémentaire.

Un grand nombre de fils d'ouvriers et de paysans se voient refusé le droit au métier et à l'enseignement secondaire et supérieur. On va même jusqu'à fermer des écoles rurales ou des classes en prétextant qu'il n'y a pas assez d'élèves.

Il faut changer de politique faute de quoi la situation s'aggravera

En effet, la part du budget national pour 1967 réservée à la Bretagne s'élevant à 23 milliards est en diminutoin de 31 % comme l'est d'ailleurs de 9 % celle réservée à l'agriculture.

Cela signifie que l'on construira moins de logements, d'écoles, de crèches, qu'il y aura moins d'adductions d'eau, moins d'aide à l'agriculture, etc...

Mais, par contre, 26 milliards seront consacrés à la création de la base atomique de Brest et 41 millions (N.F.) à l'installation du centre électronique de l'armement de Bruz-Laillé.

Citroën a accru ses profits de 260 %, Flaminaire et Garnier, de Redon, ont augmenté leur capital.

COMPLICES

Cette orientation profondément anti-sociale a été soutenue en maintes circonstances par les parlementaires M.R.P. et Indépendants. Ceux-ci vont se présenter à vos suffrages en se camouflant sous l'étiquette Centre Démocrate. **C'est le cas pour M. LELIEVRE.**

C'est pourquoi vous devez savoir que ses amis ont approuvé 6 budgets gaullistes sur 8. Ils se sont abstenus pour les deux derniers. **Mais l'abstention c'est laisser faire.**

D'autres part, leur politique extérieure tend à lier inconditionnellement la France au char américain et à sa politique aventuriste qui fait courir un grave péril à la paix mondiale.

Pour ce changement, nous vous proposons

Les ouvriers, paysans, intellectuels de toutes opinions, communistes, socialistes et catholiques, ont exprimé, sous des formes diverses, leur aspiration au progrès social, à la Paix et à la Démocratie.

Le Parti Communiste Français lutte pour le succès d'un programme conforme à leurs espérances comportant notamment :

- Augmentation générale des salaires, pensions et retraites, ce qui conduirait à l'augmentation du niveau de vie et favoriserait **l'expansion économique.**
- Réduction de la semaine de travail, sans diminution de salaire ; avancement de l'âge de la retraite, ce qui favoriserait **le plein emploi.**
- La **nationalisation** des secteurs-clé de l'économie contrôlée par le grand capital, ce qui permettrait entre autres l'exploitation du bassin férifère existant entre Chateaubriant et Redon. Egalement la nationalisation de Citroën améliorerait les conditions de vie et de travail des ouvriers et ouvrières de cette entreprise.

Pour les agriculteurs

- La diminution des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture qui pourrait être obtenue justement par la nationalisation des trusts des engrais et de la sidérurgie.
- L'extension des débouchés agricoles par le relèvement du pouvoir d'achat des consommateurs et par le développement d'échanges commerciaux avec tous les pays sans discrimination, de façon à obtenir **des prix agricoles à la production plus rémunérateurs.**
- La coopération sous toutes ses formes.
- L'octroi d'aides aux exploitations familiales.
- Le rétablissement du statut du fermage et du métayage et son amélioration ainsi que du droit des bouilleurs de crû.

- L'abrogation des dispositions tendant à favoriser l'accaparement des terres par les non professionnels ou par des cumulards.
- L'attribution en priorité aux exploitants familiaux des terres disponibles mises en vente ou en location.
- La modification de la législation du **remembrement** de façon que la commission communale soit élue par les intéressés et composée en majorité d'agriculteurs, et que le plan de remembrement puisse être adopté ou repoussé en assemblée générale à la majorité des deux tiers.
- Le rétablissement du prêt d'installation aux jeunes et attribution de l'indemnité viagère de départ à tous les anciens exploitants à partir de 60 ans sans condition minimum de superficie.

Nous luttons aussi pour :

- **Une réforme démocratique de l'enseignement** permettant aux fils d'ouvriers et de paysans d'accéder à un métier et à tous les degrés du savoir.
- La mise en œuvre d'une véritable politique de **logements à loyer réellement modéré** dont 100 à Redon chaque année.
- L'extension du **tourisme populaire** par l'aménagement de véritables terrains de camping dans la vallée de la Vilaine
- **Pour la JEUNESSE,** la réalisation des installations sportives, l'aide à la pratique du sport, y compris dans les usines, construction de maisons de jeunes et de la culture et de foyers ruraux.
- Le développement des moyens de protection de la **santé publique,** se traduisant par l'achèvement de l'hôpital de Redon, la construction de maisons de repos, de centres médico-sociaux et de dispensaires, etc...
- **Pour l'enfance,** le développement des crèches, garderies, colonies de vacances.
- **Pour nos anciens,** la construction de foyers-logements dans les chefs-lieux de canton en leur assurant un minimum de 25.000 AF. par mois pour vivre.
- **Pour les commerçants et artisans,** l'abrogation de la loi portant extension de la T.V.A. supplémentaire.
- **Aide aux collectivités locales** par la création d'une caisse nationale.

Pour financer ces mesures

Contrairement à ce que fait le gouvernement, nous sommes pour l'augmentation des impôts des grandes sociétés capitalistes, la réduction du budget militaire et l'**abandon de la force de frappe.**

Pour les réaliser, il faut la paix

La politique extérieure gaulliste comporte des aspects positifs, mais elle reste axée sur la création de la force de frappe atomique aussi ruineuse que dangereuse. Celle-ci, en effet, encourage la dissémination des armes atomiques et, en particulier, les revanchards allemands de l'Ouest qui les revendiquent.

Nous sommes pour un pacte de sécurité collective en Europe, le désarmement, la paix au Vietnam et la solidarité et l'amitié avec tous les peuples qui luttent pour leur indépendance et la paix.

Il faut établir une véritable démocratie

En rétablissant la souveraineté nationale, en abrogeant les dispositions qui consacrent le pouvoir personnel, en établissant un gouvernement démocratique responsable devant une véritable Assemblée Nationale ayant le pouvoir de faire des lois et de contrôler le gouvernement.

Il faut un gouvernement stable

Il peut être obtenu par l'entente des partis démocratiques sur la base d'un programme commun qui assurera la libre activité des partis et des syndicats, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision, la sauvegarde et l'extension des libertés communales et départementales, la nationalisation des grands monopoles industriels, la participation des syndicats à la gestion des entreprises nationalisées, la mise en œuvre d'un plan d'aménagement du territoire assurant une véritable décentralisation industrielle et l'utilisation de toutes les ressources de notre région, notamment son bassin férifère, l'énergie nucléaire et celle de la mer.

VOTEZ COMMUNISTE DES LE PREMIER TOUR

Parce que nous luttons depuis 1958 contre le pouvoir personnel, pour l'union des forces démocratiques et pour un programme commun. A cet effet, nous nous félicitons de l'accord conclu avec la Fédération de la Gauche tout en regrettant que celle-ci n'ait pas cru devoir encore établir avec nous ce programme et n'ait pas renoncé à se désister en faveur de candidats de droite dans les circonscriptions où la gauche n'est pas susceptible de l'emporter.

VOTEZ MASSIVEMENT COMMUNISTE

Parce que le pouvoir gaulliste, par la modification récente de la loi électorale, veut éliminer au second tour tous les candidats qui n'auront pas obtenu au premier 10 % des suffrages des électeurs inscrits.

EN VOTANT MASSIVEMENT COMMUNISTE, vous affirmerez votre volonté de voir se réaliser l'union durable de la gauche sur la base d'un programme commun qui assurera la victoire de la Démocratie, de la Paix et du progrès social.

Votez Marcel DUBOIS

Employé de bureau - 41 ans
Ancien réfractaire au S.T.O. - Engagé volontaire guerre 39-45
Membre du Secrétariat Fédéral - Responsable aux Questions Paysannes

REMPLAÇANT ÉVENTUEL : **ROGER BOUREL**
Ouvrier métallurgiste - 44 ans
Secrétaire de la Section de Redon - Membre du Comité Fédéral

IMPRIMERIE COMMERCIALE - RENNES

VU, LE CANDIDAT.